DROIT CIVIL ET COMMERCIAL

Le World Justice Project (WJP) est honoré de compter sur votre expertise pour remplir ce questionnaire, dont les réponses proviennent d'individus hautement qualifiés à travers le monde.

Le questionnaire comprend 40 questions. Il faut approximativement 30 minutes pour le remplir. Vos réponses seront intégrées avec celles des autres expertes et agrégées avec les résultats des sondages auprès de la population ("General Population Poll") menés dans les trois plus grandes villes de votre pays. Toutes ces données seront utiliser afin d'évaluer l'adhésion à l'Etat de droit. Les résultats seront publiés, aux côtés de ceux de plus de 100 autres pays à travers le monde, dans le rapport ***World Justice Project's Rule of Law Index® 2017***, et dans d'autres rapports produits par le WJP.

Votre contribution sera reconnue dans le ***WJP Rule of Law Index® 2017*** report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project" et les autres documents du WJP (à moins que vous ne choisissiez de rester anonyme).

Merci d'avance de votre temps et de votre considération. Avec votre participation, cette entreprise commune contribuera à consolider l'Etat de droit à travers le monde.

INSTRUCTIONS
S'il vous plaît répondez à les 38 questionnes dans ce questionnaire en fonction de la façon dont les lois sont appliquées **en pratique** dans votre pays. S'il vous plaît indiquez dans la case ci-dessous quel pays vous répondez à cette enquête.

PAYS:

Veuillez envoyer vos réponses par email ou fax, au:

- **Email: ruleoflawindex@wjpnet.org**
- **Fax: (202) 747-5816**

Si vous avez des questions ou commentaires, s'il vous plaît contacter un membre de la personnel du World Justice Project (WJP) Rule of Law Index, à ruleoflawindex@wjpnet.org.

CONFIDENTIALITE

Le World Justice Project construit le rapport du ***WJP Rule of Law Index 2017*** avec des indications strictes en matière de confidentialité des données rassemblées et des répondants. Dans l'espace ci-dessous, s'il vous plaît sélectionnez l'une des deux options indiquant si vous souhaitez répondre à ce questionnaire comme un Contributeur **Reconnu Publiquement** (votre nom et votre organisation seront publiés dans la section «Contributing Experts» du rapport ***WJP Rule of Law Index 2017*** et sur le site web du "World Justice Project"), OU vous pouvez choisir d'être un contributeur **Anonyme** (votre nom ne sera pas publié dans le rapport, ni sur le site, ni dans aucun matériel du WJP, et votre nom ne sera en aucun cas connu).

Dans les deux cas, le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel. Les réponses sont rassemblé avant l'analyse statistique ou de la communication des résultats afin de s'assurer que les réponses individuelles ne peut être établie.

TYPE DE CONTRIBUTION

Veuillez sélectionner l'une des deux options ci-dessous pour indiquer si vous souhaitez répondre à ce sondage en tant que contributeur **Anonyme** ou **Reconnu Publiquement**. Dans les deux cas, vos réponses individuelles resteront strictement confidentielles.

[ ] CONTRIBUTEUR RECONNU PUBLIQUEMENT

Je souhaite être **reconnu public** en tant contributeur. Votre nom et votre organisation d'affiliation seront listés dans la section des QRQ experts contributeurs du ***WJP Rule of Law Index 2017*** et sur le site web du WJP. Je comprends que mon nom, organisation, et pays serait inscrit dans le ***WJP Rule of Law Index 2017*** report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project."

Nom:	
Organisation:	

[ ] CONTRIBUTEUR ANONYME

Je souhaite rester **anonyme** (votre nom, vos coordonnées et les réponses à ce questionnaire ne seront jamais divulgués à quiconque). Je souhaite rester Anonyme. Nous ne révèlerons pas votre nom, organisation d'affiliation, ou toute autre information identifiable dans le ***WJP Rule of Law Index 2017***, ou dans d'autres matériaux associés. Le WJP ne sera pas révéler mon nom, organisation, ou autre information identifiable dans le ***WJP Rule of Law Index 2017*** report ou les autres documents du WJP.

Prière de répondre aux questions suivantes en fonction de la façon dont les lois sont appliquées <u>en pratique</u> dans votre pays. Veuillez cocher *X* dans la case correspondante.

SECTION I

Les questions suivantes représentent des situations hypothétiques. Dans chaque question, nous allons vous fournir un ensemble d'hypothèses. Veuillez sélectionner l'option qui représente le mieux votre point de vue.

Scénario Hypothétique No. 1
Supposez que l'autorité de protection de l'environnement de votre pays signale à une usine qu'elle pollue une rivière au-delà des niveaux légalement permis.

1. Parmi les résultats suivants, quel est selon vous le scénario le plus probable?

(a) L'entreprise se conforme à la loi (soit volontairement ou suite à une décision judiciaire, à des amendes ou autres sanctions)	
(b) L'entreprise verse des pots-de-vin ou influence les autorités afin qu'elles abandonnent toute poursuite	
(c) Absolument rien ne se produit	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

Scenario Hypothétique No. 2
Mr. A and Mr. B sont deux voisins résidant dans un quartier à revenu moyen dans la plus grande ville de votre pays. Un jour, Mr. A se lance dans des travaux destinés à démolir et enlever un mur sur sa propriété. Au cours de ce projet, des parties du mur chutent sur la propriété de Mr. B, endommageant sa résidence. Après une longue discussion, Mr. A refuse de payer pour les dommages causés par l'incident. Aucun d'entre eux ne dispose d'assurance et le montant des coûts de réparation est de **0,15 fois le Produit Intérieur Brut du pays**.

2. Quelle est la probabilité que Mr. B ait recours aux mécanismes suivants afin de résoudre son conflit?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) Une poursuite judiciaire civile ou commerciale					
(b) Déposer une demande devant un tribunal des petites créances ou bien un magistrat					
(c) Utiliser un mécanisme d'arbitrage commercial					
(d) Porter l'affaire devant un chef traditionnel ou souverain					
(e) Utiliser un organisme d'application de l'Etat ou d'autres organes administratifs					
(f) Ne rien faire (se résigner à perdre l'argent)					

3. En pratique, combien de temps faudrait-il pour obtenir une décision ou un jugement – à partir du moment où le dossier est déposé jusqu'au moment où l'accord/la décision est rendu(e) – si Mr. B utilise les mécanismes suivants?

	Moins de 1 mois	Entre 1 mois et 1 an	Entre 1 et 3 ans	Plus de 3 ans	Plus de 5 ans	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire civile ou commerciale ordinaire						
(b) Cour des petites créances ou magistrat						
(c) Mécanisme d'arbitrage commercial						
(d) Organisme d'application de l'État						
(e) Chef traditionnel ou souverain						

4. En pratique, après qu'une décision ou un accord est atteint, combien de temps faudrait-il pour que la partie qui a obtenu satisfaction perçoive le payement ou la compensation en utilisant chacun des mécanismes suivants?

	Moins de 1 mois	Entre 1 mois et 1 an	Entre 1 et 3 ans	Plus de 3 ans	Plus de 5 ans	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire civile ou commerciale ordinaire						
(b) Cour des petites créances ou magistrat						
(c) Mécanisme d'arbitrage commercial						
(d) Chef traditionnel ou souverain						
(e) Organisme d'application de l'État						

5. Selon votre expérience, quels seraient les coûts supportés par Mr. B, en termes de pourcentage de la demande (dans ce cas **0,15 fois le PIB par habitant de votre pays**), s'il utilise les procédures suivantes?[1]

	Environ 15% de la demande	Environ 30% de la demande	Environ 40% de la demande	Plus de 50% de la demande	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire civile ou commerciale ordinaire					
(b) Cour des petites créances ou magistrat					
(c) Mécanisme d'arbitrage commercial					
(d) Chef traditionnel ou souverain					
(e) Organisme d'application de l'État					

6. Selon votre expérience, quel serait le coût d'un avocat pour représenter Mr. B dans une affaire comme celle-ci (en devise locale)?

   Montant_____

[1] Veuillez considérer seulement les coûts directs associés avec la demande tels que les frais d'honoraires des avocats, frais de justice et si nécessaire les pots-de-vin ou autres incitations monétaires.

7. Dans un cas comme celui-ci, quelles sont les chances que les personnes suivantes demandent un pot de vin (ou tout autre incitation monétaire) à Mr. A ou Mr. B, ou bien aux deux, afin d'exercer leurs fonctions ou pour accélérer le processus?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Juge ou magistrat					
(b) Personnel des juridictions					
(c) Arbitre commercial					
(d) Agents de police ou forces de l'ordre					
(e) Chef traditionnel ou souverain					

8. Enfin, supposons que Mr. B poursuive Mr. A devant un tribunal ordinaire civil ou commercial. Si Mr. A ne peut pas se permettre de payer un avocat, quelle est la probabilité qu'il obtienne une représentation légale pro-Bono (gratuite) de la part du gouvernement, d'un centre d'aide juridique, ou d'une organisation non-gouvernementale (ONG), etc.?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

Scenario Hypothétique No. 3

Supposons que le gouvernement décide de construire un grand projet de travaux publics, comme une gare ferroviaire, dans un quartier résidentiel à revenu moyen, dans la plus grande ville de votre pays. Le projet devrait avoir un impact négatif sur la qualité de vie du quartier.

9. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) En pratique, quelle est la probabilité pour que les habitants locaux reçoivent un préavis[2] avec suffisamment de temps avant la construction de ce projet?					
(b) Si les résidents demandent une copie du **document de conception du projet** avant l'initiation de la construction, quelle est la probabilité pour que les autorités leur fournissent cette copie?					
(c) Dans la pratique, quelle est la probabilité pour que les résidents puissent présenter des objections ou des commentaires aux autorités concernées sur le projet, avant le début des travaux?					

Supposons que la construction de la gare exige la démolition de domiciles privés dans le quartier:

[2] Divulgation des objectifs et caractéristiques du projet au moins trois mois avant le commencement des travaux. Avis conformément avec les exigences légales (publication, modifications, etc.)

10. En pratique, quelle est la probabilité pour que les propriétaires reçoivent une compensation intégrale du gouvernement à la juste valeur marchande?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

11. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Si les propriétaires décident de poursuivre le gouvernement en justice pour obtenir une compensation pour la démolition de leurs maisons, quelle est la probabilité de recevoir une compensation équitable?					
(b) Si un grand nombre de résidents dépose une pétition urgente/un référé devant l'autorité administrative ou judiciaire proposant un plan de construction alternatif, quelle est la probabilité pour que les autorités demandent la suspension du projet jusqu'à ce que la proposition des résidents soit prise en compte?					
(c) Quelle est la probabilité que le projet soit suspendu si les résidents locaux demandent de l'aide auprès du chef traditionnel ou souverain?					

12. Est-il possible de déposer une seule plainte ou pétition pour obtenir une indemnisation, au nom de centaines ou de milliers de résidents touchés (recours collectif), au lieu d'avoir plusieurs poursuites individuelles?

Oui	
Non	
Je ne sais pas/Non Applicable	

Scenario Hypothétique No. 4

Supposons qu'une agence gouvernementale nationale se lance dans un projet de travaux publics et embauche une entreprise privée pour construire une nouvelle route. L'entrepreneur commence le projet et fait rapidement face à des coûts importants.

Supposons qu'un nouveau gouvernement entre en fonction avant que le projet ne soit finalisé, et que l'organisme gouvernemental nouvellement nommé annule le projet et refuse de payer à l'entrepreneur le montant fixé dans le contrat sans aucune justification légale. Supposons que l'entrepreneur poursuive l'agence gouvernementale devant les tribunaux locaux.

13. Combien de temps faudra-t-il en pratique, pour que les tribunaux locaux prennent une décision et la mettent en application (depuis le dépôt de l'affaire judiciaire jusqu'à la demande du paiement effectif)?

Un an ou moins	
Entre un et trois ans	
Entre trois et cinq ans	
Plus de cinq ans	
Je ne sais pas/Non Applicable	

Au lieu de porter l'affaire devant les tribunaux locaux, supposons que les parties conviennent de soumettre le différend à l'arbitrage. Supposons aussi que le tribunal arbitral décide que l'organisme gouvernemental doit payer le montant du litige, mais, en dépit de la sentence arbitrale, l'agence gouvernementale continue de refuser de payer.

14. Dans la pratique, quelle est la probabilité pour que l'entrepreneur soit en mesure de demander l'exécution de la sentence arbitrale contre l'agence gouvernementale auprès des tribunaux locaux:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Si la sentence émane d'un groupe spécial d'arbitrage national					
(b) Si la sentence émane d'un panel d'arbitrage international					

Scenario Hypothétique No. 5

15. Supposons qu'à la suite d'une inspection, il s'est avérer qu'un agent du gouvernement local a émis des permis gouvernementaux pour des fins personnelles, par exemple, pour une entreprise de construction appartenant à un membre de sa famille. Parmi les résultats suivants, quel est selon vous le scénario le plus probable? (Veuillez choisir une seule question):

(a) L'accusation est complètement ignorée par les autorités	
(b) Une enquête est ouverte sans jamais aboutir à des conclusions	
(c) L'agent du gouvernement local est puni et poursuivi (par des amendes ou bien par une peine de prison)	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

SECTION II

16. Quelle est la probabilité des scénarios suivants:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/ Non Applicable
En pratique, lorsque le gouvernement exproprie les terres communales et les ressources des paysans ou des petits agriculteurs dans votre pays, les agriculteurs reçoivent une compensation adéquate					
En pratique, lorsque le gouvernement exproprie les investisseurs privés et des entreprises dans votre pays, les investisseurs reçoivent une compensation adéquate					
En pratique, le gouvernement exproprie les biens légitimement et pour des fins publiques conformément aux lois et procédures applicables (procédure régulière)					
En pratique, lorsque le gouvernement prend des mesures qui ont des effets similaires à une expropriation (comme ingérence injustifiée dans les usages ou des bénéfices des investissements), les investisseurs reçoivent une compensation adéquate					
En pratique, les investisseurs étrangers bénéficient d'un traitement juste et équitable du gouvernement					
En pratique, les restrictions légales sur l'investissement étranger sont uniformément appliquées de manière cohérente					
En pratique, les droits de propriété intellectuelle (marques, droits d'auteur et patentes) dans votre pays sont effectivement appliqués					

17. Selon votre expérience et connaissance, veuillez choisir la réponse se rapprochant le plus de votre point de vue sur la façon dont l'expropriation a changée pendant les **10** dernières années dans votre pays :

(a) Les lois qui contrôlent l'indemnisation d'expropriation ont subies des changements majeurs	
(b) Les lois qui contrôlent l'indemnisation d'expropriation n'ont pas subies des changements majeurs	
(c) Je ne sais pas/ Ne s'applique pas	

Quels sont les changements majeurs (soit positifs soit négatifs) dont votre pays a fait l'expérience ?

18. D'après votre expérience et connaissance, veuillez choisir la réponse se rapprochant le plus de votre point de vue sur la façon dont la protection foncière a changée pendant les 10 dernières années dans votre pays :

(a) Les lois qui contrôlent la protection contre la violation de propriété et l'invasion des occupants sans titre ont subies des changements majeurs	
(b) Les lois qui contrôlent la protection contre la violation de propriété et l'invasion des occupants sans titre n'ont pas subies des changements majeurs	
(c) Je ne sais pas/ Ne s'applique pas	

Quels sont les changements majeurs (soit positifs soit négatifs) dont votre pays a fait l'expérience ?

19. La question suivante vise à examiner les raisons pour lesquelles les personnes pauvres dans votre pays n'utilisent pas les tribunaux pour régler leurs différends. Veuillez nous dire dans quelle mesure les facteurs suivants influencent la décision des administrés de porter ou non un litige devant les tribunaux de la ville dans laquelle vous résidez:

	Très important	Assez important	Pas très important	Pas du tout important	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Les frais administratifs (frais de dépôt de plaintes) sont très élevés					
(b) Les frais d'avocats sont très élevés					
(c) Absence d'aide légale pro-Bono (gratuite)					
(d) Manque de techniciens et cliniques juridiques					
(e) Barrières linguistiques (traducteurs non disponibles)					
(f) L'emplacement des tribunaux (très éloignés)					
(g) Durée des procédures judiciaires (délais de traitement extrêmement longs)					
(h) Préjugés contre les personnes marginalisées (discrimination sur la base du statut économique ou social)					
(i) Les procédures sont très encombrantes et complexes					
(j) Nombre insuffisant de juges et d'agents judicaires					
(k) Manque d'information publique sur les procédures judiciaires					
(l) Manque de sensibilisation sur les voies de recours disponibles					

20. D'après votre expérience au cours de l'année écoulée en matière d'affaires civiles entre des parties privées jugées par les tribunaux de première instance, quel est le pourcentage (%) de cas reflétant les résultats suivants:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) La décision finale est le reflet d'une juste appréciation par les juges des preuves disponibles et de la loi applicable							
(b) La décision finale a été influencée par des pressions indues de la part de l'une des parties ou par la corruption							

21. Selon votre expérience, de toutes les affaires judiciaires où le gouvernement avait un intérêt (en tant que tierce partie ou bien plaideur):

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non Applicable
Quel est le pourcentage (%) des affaires judiciaires où le gouvernement a cherché à influencer sur les résultats de l'affaire?							

22. D'après votre expérience, quelle est la probabilité pour qu'une personne pauvre confrontée aux situations suivantes reçoive une assistance juridique d'un avocat, d'un conseiller juridique, d'un centre d'aide juridique, etc.?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Un locataire menacé d'expulsion					
(b) Litige sur la garde des enfants					
(c) Problèmes majeurs avec les fournisseurs de services publics					

23. Quel est la probabilité pour que les critères suivants placent un individu dans une situation défavorable devant une juridiction civile ou commerciale? Si la personne est:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Pauvre					
(b) Une femme					
(c) Membre d'une minorité ethnique					
(d) Membre d'une minorité religieuse					
(e) Un étranger (immigrants)					
(f) Homosexuel, lesbien, bisexuel, ou transgenre					

Ou

(g) Aucune de ces réponses	

24. Selon vous, quel est le degré de conscience de la population en général sur les mécanismes judiciaires formels grâce auxquels leurs plaintes peuvent être adressées?

Très consciente	
Un peu consciente	
Peu consciente	
Pas du tout consciente	
Je ne sais pas/Non Applicable	

25. Veuillez choisir la réponse qui est la plus proche de votre point de vue sur la façon dont la justice fonctionne dans votre pays (*Veuillez choisir une seule réponse*):

(a) Lorsque des questions juridiques ou bien des violations possibles sont soulevées, la justice examine les actions de l'organe exécutif et utilise ses pouvoirs pour déclarer les actions du gouvernement illégales et anticonstitutionnelles	
(b) Le pouvoir judiciaire examine les actions de l'organe exécutif mais ne peut agir contre des affaires politiquement sensibles/ou bien son efficacité est limitée	
(c) Le pouvoir judiciaire n'est pas efficace pour examiner la politique de l'organe exécutif	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

26. Veuillez nous décrire le degré de gravité des problèmes suivants dans les tribunaux civils et commerciaux de votre ville? (10 signifie un problème très grave):

	10 Sérieux problème	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Pas un problème sérieux	Je ne sais pas/ Non Applicable
Durée des affaires judiciaires (délais de traitement des litiges)											
L'inefficacité des mécanismes d'exécution (les jugements sont difficiles à appliquer en pratique)											
Nombre insuffisant de juges et d'agents judicaires											
Manque de ressources adéquates pour effectuer le travail											
Manque de formation adéquate pour les juges et les greffiers											
Manque de moyens de dissuasion pour éviter les litiges futiles											
Les mécanismes alternatifs de résolution des conflits destinés à examiner les litiges hors des tribunaux sont inefficaces											
Corruption des juges et des fonctionnaires de justice (les dossiers ne sont traités que si les agents reçoivent des pots-de-vin)											

Compensation monétaire rémunération insuffisante des juges et auxiliaires de justice											
Manque de mécanismes pour surveiller l'efficacité des tribunaux											
Manque d'indépendance de la branche judiciaire par rapport au pouvoir gouvernemental											

27. Veuillez choisir la réponse qui correspond le mieux à la façon dont laquelle les marchés publics ou bien les grands travaux publics (aéroports, autoroutes, centrales électriques, etc.) fonctionnent dans votre pays. (Veuillez choisir une seule réponse):

(a) La plupart des contrats sont attribués par une procédure d'appel d'offre ouverte et concurrentielle	
(b) Il existe une procédure d'appel d'offres formelle, mais imparfaite. Plusieurs contrats sont attribués sans appel d'offres, ou par des processus d'appel d'offres inefficaces, laissant ouverte la possibilité de corruption	
(c) Il n'existe aucune procédure d'appel d'offres formelle ou bien elle est superficielle et inefficace. La plupart des contrats sont attribués à des entreprises qui offrent des pots-de-vin, à des entreprises appartenant à des partisans politiques, ou à des entreprises avec un agent du gouvernement qui a un intérêt financier	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

28. Est-il courant pour les gens (ou entreprises privées) de payer des pots-de-vin, des paiements informels, ou autres versements incitatifs afin de:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Enregistrer un titre de propriété sur des biens immobiliers					
(b) Immatriculer une nouvelle entreprise					
(c) Accélérer la livraison d'un permis de construction					
(d) Dédouanement de marchandises					
(e) Accélérer un processus judiciaire					
(f) Obtenir un permis de conduire					

29. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'une entreprise de taille moyenne soit inspectée par les autorités de protection de l'environnement à la suite d'allégations de pollution par les voisins?					
(b) Quelle est la probabilité qu'une entreprise de fabrication de taille moyenne soit régulièrement inspectée par les autorités de protection de l'environnement?					
(c)Quelle est la probabilité que les autorités de protection de l'environnement imposent des sanctions lorsque des violations sont repérées?					
(d) Quelle est la probabilité que les autorités de protection de l'environnement demandent ou bien reçoivent des pots de vin afin d'ignorer des violations?					

30. En pratique, dans votre pays, «l'application effective de la loi»[3] est respectée dans la procédure administrative menée par les autorités suivantes:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Les autorités nationales de protection de l'environnement					
(b) Les autorités fiscales nationales					
(c) Les autorités locales					

[3] L'application effective de la loi comprend le droit pour les justiciables d'être présumés innocents jusqu'à preuve du contraire, le droit d'être dûment informé de l'enquête ouverte à leur encontre, le droit d'être informés de toutes les preuves utilisées contre eux, et d'avoir la possibilité de contester un tel élément de preuve.

31. Veuillez choisir la réponse qui correspond le mieux sur l'accessibilité des informations suivantes dans votre pays:

	Très accessible [Les citoyens, les journalistes et les ONG peuvent accéder à des chiffres détaillés, sous réserve d'exceptions limitées et clairement définies par la loi. Cette information est facilement accessible et à jour]	**Peu accessible** [Les citoyens, les journalistes et les ONG peuvent accéder à des chiffres détaillés, mais cette information peut être difficile d'accès, incomplète ou bien obsolète]	**Pas accessible du tout** [Les citoyens, les journalistes et les ONG ne peuvent accéder à des chiffres détaillés en raison du secret, d'obstacles considérables, ou du fait de l'inefficacité du gouvernement]	**Je ne sais pas/ Non Applicable**
(a) Les données budgétaires des organismes gouvernementaux				
(b) Des copies des contrats de marchés publics				
(c) Les sources de financement des campagnes électorales				
(d) Dossiers des hauts fonctionnaires du gouvernement				
(e) Rapports de l'Institution nationale des droits de l'homme (ombudsman)				
(f) Copies des décisions administratives applicables au grand public faites par les organismes gouvernementaux nationaux				
(g) Copies des décisions administratives applicables au grand public faites par les organismes gouvernementaux locaux				
(h) Les transcriptions des procédures administratives				

32. Est-ce que les énoncés suivants sont courants dans votre pays:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non Applicable
En pratique, le gouvernement local diffuse des renseignements faciles à comprendre sur les droits des administrés					
Les lois fondamentales sont accessibles au public dans toutes les langues officielles					
En pratique, le gouvernement s'efforce de traduire les lois et de les rendre accessibles dans d'autres langues parlées par une part importante de la population, même si ce ne sont pas des langues «officielles»					

En pratique, les réglementations nationales sont publiées dans les délais impartis par la loi[4]					
En pratique, les règlements administratifs peuvent être obtenus à un coût minime, tels que par courrier, ou en ligne					
En pratique, les décisions judiciaires de la cour suprême sont publiées en temps opportun					
En pratique, les réglementations commerciales sont suffisamment stables pour permettre aux petites entreprises de déterminer quelles pratiques sont permises ou non					
En pratique, les projets de loi[5] devant être examinés par le corps législatif sont mis à la disposition du public dans un délai raisonnable					
En pratique, les procédures législatives sont diffusées publiquement par le biais de la radio ou de la télévision					
En pratique, les gens de votre pays peuvent se réunir et exprimer leurs préoccupations aux représentants du gouvernement local					
En pratique, les procédures administratives au niveau **national** sont effectuées sans retard injustifié					
En pratique, les procédures administratives au niveau **local** sont menées sans retard injustifié					

33. Veuillez choisir l'énoncé qui est le plus proche de votre point de vue sur la façon dont **l'institution chargée d'audit** fonctionne en pratique dans votre pays (Veuillez choisir une seule réponse):

(a) L'institution Supérieur de Contrôle est efficace pour enquêter sur les irrégularités financières au sein du gouvernement	
(b) L'institution Supérieure de Contrôle ouvre des enquêtes sur des irrégularités financières, mais est limitée dans son efficacité, notamment en ce qui concerne les questions politiquement sensibles	
(c) L'institution Supérieure de Contrôle n'enquête pas sur les irrégularités financières de manière efficace et ne parvient pas à détecter les responsables	
(d) Je ne sais pas/Non Applicable	

[4] Dans les délais prescrits par la loi ou la réglementation applicable.

[5] Projets de loi soumis ou présentés devant l'Assemblée législative pour considération ou approbation.

34. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
En pratique, *les organisations représentant la société civile* dans votre pays peuvent exprimer librement leurs opinions concernant les politiques et les actions du gouvernement sans crainte de représailles					
En pratique, le gouvernement collabore avec les organisations de la société civile à concevoir la politique publique					
En pratique, les personnes de votre pays peuvent s'associer librement pour attirer l'attention sur un problème ou signer une pétition					
En pratique, les gens peuvent librement adhérer à toute organisation politique					
En pratique, les personnes de votre pays peuvent tenir librement des manifestations publiques non-violentes, sans crainte de représailles					
En pratique, les non-adhérents ne sont pas tenus de se soumettre à des lois religieuses					
Dans votre pays, les minorités religieuses peuvent librement et publiquement observer leurs coutumes et célébrer leurs fêtes					
En pratique, les médias (TV, radio, journaux) de votre pays peuvent librement dénoncer les cas de corruption impliquant des agents gouvernementaux de haut rang, sans crainte de représailles					
En pratique, les médias (TV, radio, journaux) de votre pays peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles					
En pratique, le gouvernement n'empêche pas les citoyens d'accéder aux informations publiées en ligne					
En pratique, *les partis d'opposition* peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles					
En pratique, *les factions dissidentes au sein du parti majoritaire* peuvent exprimer librement leurs opinions en public sans crainte de faire face à des conséquences négatives					

35. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
En pratique, le pouvoir du gouvernement n'est pas concentré en une seule personne, mais est réparti entre					

différentes branches indépendantes, par exemple le Président ou le Premier ministre, le Congrès ou le corps législatif, et les juges					
En pratique, les juridictions nationales de votre pays sont libres de toute influence politique dans leur application de l'autorité					
En pratique, les tribunaux locaux de votre pays sont libres de toute influence politique dans leur application de l'autorité					
Le gouvernement obéit toujours aux décisions des tribunaux supérieurs, même quand ils sont en désaccord avec ces décisions					
En pratique, les rapports émis par l'inspecteur du gouvernement (l'institution Supérieure de Contrôle, le Contrôleur, etc.) sont pris au sérieux par les autorités, avec des résultats négatifs menant rapidement à des mesures correctives					
En pratique, les détenteurs du pouvoir législatif qui abusent de leurs prérogatives sont sanctionnés					
En pratique, les membres du pouvoir judiciaire qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés					

36. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu grâce à un processus légitime					
Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu conformément aux règles et procédures énoncées dans la Constitution					
Dans votre pays, les résultats détaillés des élections sont disponibles pour toute inspection					
Dans la pratique, la cour d'appel électoral est libre de toute influence politique dans son application de l'autorité					
Dans la pratique, il existe des systèmes de suivi et de contrôle qui permettent de maintenir la confiance du public dans le processus électoral					
Dans la pratique, dans votre pays, les responsables locaux sont élus par le biais d'un processus légitime					
Dans la pratique, dans votre pays, les gens peuvent voter librement sans se sentir contraints ou harcelés					
Dans la pratique, le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays exerce ses fonctions sans tenir compte des contrôles législatifs					

37. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'une personne puissante ou ayant des relations au niveau politique puisse éviter ou échapper à des conséquences légales pour une violation pénale non violente de la loi?					
(b) Quelle est la probabilité qu'un journal de votre pays refuse de publier un article crédible sur la corruption dû à des menaces de représailles violentes ou une action en justice?					
(c) Quelle est la probabilité qu'un haut fonctionnaire du gouvernement détourne des fonds publics pour financer ses frais personnels ou ceux d'une campagne politique?					
(d) Quelle est la probabilité qu'un membre du Parlement sollicite ou reçoive des paiements illégaux ou des pots de vin en échange de faveurs politiques ou un vote préférentiel sur un projet de loi?					
(e) Quelle est la probabilité que des entreprises privées versent des paiements illégaux à des hauts fonctionnaires du gouvernement en échange de traitements de faveurs, tels que l'attribution de contrats gouvernementaux?					

38. Supposons que le maire d'une petite ville de votre pays détourne de l'argent public pour son usage personnel. Supposons également que l'un de ses employés témoigne de cette conduite, en informe l'autorité compétente, et fournisse des preuves suffisantes. Assumons aussi que **la presse obtienne l'information et publie l'histoire**. Lequel de ses scenarios est le plus susceptible de se produire? (Veuillez choisir une seule question)

(a) L'accusation est complètement ignorée par les autorités	
(b) Une enquête est ouverte, mais n'aboutit jamais à des conclusions	
(c) Le maire est poursuivi et puni (par des amendes, ou par une peine de prison)	
(d) Je ne sais pas/Non applicable	

39. Vous soumettez une demande d'accès à l'information au Ministère de l'Education sur comment le budget de l'agence est alloué et/ou dépensé. Quelle est la probabilité que:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) L'agence du gouvernement en charge accordera de telles informations, en assumant que ceci correctement demandé?					
(b) L'information fournie est pertinente à la demande faite, et complète?					
(c) L'agence gouvernementale accordera de telles informations à un prix raisonnable?					
(d) L'agence gouvernementale accordera de telles informations dans une limite de temps raisonnable?					
(e) L'agence gouvernementale accordera de telles informations sans avoir à payer un pot-de-vin?					

40. Dans quelle mesure êtes-vous en accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) D'après la loi, si l'agence gouvernementale refuse la demande d'information d'un citoyen, celui-ci a le droit de défier la décision devant une agence gouvernementale différente ou un juge					
(b) En pratique, si l'agence gouvernementale refuse la demande d'information du citoyen, celui-ci a le droit de défier la décision devant une agence gouvernementale différente ou un juge					

C'EST PRESQUE FINI!

Merci de remplir ce questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans le ***World Justice Project Rule of Law Index 2017***.

Si vous avez des commentaires ou suggestions concernant le questionnaire, nous vous serions reconnaissants de les noter dans l'espace ci-dessous.

1.) Y a-t-il des sujets pertinents, ou des questions qui selon vous ont été laissés de côté?

2.) Information additionnelle : Nous sommes reconnaissants de votre contribution en tant qu'expert répondant au WJP Rule of Law Index. La majorité des experts de la communié du World Justice Project contribue de son temps et de son expertise année après année pour créer une des bases de données les plus détaillées au monde, afin de mesurer l'adhésion des pays à l'Etat de droit. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants si vous preniez le temps de remplir le formulaire de contact ci-dessous. Cette information restera strictement confidentielle, et ne sera pas partagée avec des sources tiers. Vos informations seront conservées de manière sécurisée dans notre base de données pour des éditions futures du WJP Rule of Law Index. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants de remplir le formulaire ci-dessous.

	Remplissez les informations ci-dessous :
Salutation (Mr., Ms., Dr., etc.):	
Prénom :	
Nom de famille :	
Organisation :	
Position:	
Téléphone:	
Fax:	
E-mail:	
Site web :	
Gendre	

Enseignez-vous à l'université ? Oui [ ] Non [ ] Quelles classes? _____

Etes-vous un avocat? Oui [ ] Non [ ]
Si, depuis combien d'années pratiquez-vous le droit ? _____

Quels sont vos domaines de pratique ?					
Antitrust	[ ]	Contrats	[ ]	Droit international	[ ]
Faillite	[ ]	Droit de l'entreprise	[ ]	Droit du travail	[ ]
Droit des affaires	[ ]	Droit pénal	[ ]	Contentieux/ Arbitrage	[ ]
Droit civil	[ ]	Droit du travail	[ ]	Mal pratique médicale	[ ]
Droit civique	[ ]	Droit environnemental	[ ]	Droit de la propriété	[ ]
Droit commercial	[ ]	Droit de la famille	[ ]	Fiscalité	[ ]
Droit constitutionnel	[ ]	Pratique Générale	[ ]		[ ]
Droit du consommateur	[ ]	Droit de la propriété intellectuelle	[ ]		[ ]

3.) Afin de vous remercier pour votre contribution, nous souhaitons vous envoyer une copie du rapport *WJP Rule of Law Index 2017* lorsqu'il sera publié plus tard dans l'année. Si vous souhaitez recevoir une copie du rapport, entrez votre adresse postale ci-dessous.

Remplissez les champs suivants afin de recevoir une copie du rapport 2017:	
Adresse postale:	
Ville	
Etat	
Code Postal:	
Pays :	

4.) En tant qu'expert dans votre domaine, nous vous serions reconnaissants si vous pouvez nous fournir des références ou des suggestions de collègues qui pourraient être disposés à contribuer en remplissant l'un des quatre questionnaires mieux alignés avec leurs expertises:

- Droit civil et commercial
- Droit constitutionnel, libertés civiles, et droit pénal
- Droit du travail
- La santé publique

	Nom	E-mail	Domaine d'expertise
Référence #1			
Référence #2			
Référence #3			

Merci beaucoup pour votre collaboration.

Merci d'avoir rempli le questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans l'administration 2017 du ***WJP Rule of Law Index***. Les participants peuvent choisir d'autoriser la publication de leur nom et coordonnées, ou de rester anonyme. Veuillez indiquer votre choix sur la première page de ce questionnaire. Le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel dans les deux cas.

Pour plus d'informations sur le Rule of Law Index ainsi que les autres programmes du World Justice Project, veuillez visiter le site:

www.worldjusticeproject.org